



PLATFORM FOR AGRICULTURAL RISK MANAGEMENT  
**Terms of Reference for the Risk Assessment Studies**  
10<sup>th</sup> February 2015

PARM

PLATEFORME POUR LA GESTION DES RISQUES AGRICOLES

**Mandat des études d'évaluation des risques**

NIGER

**Contexte**

La plateforme pour la gestion des risques agricole (PARM), mise en place à l'initiative du G8 et du G20 et hébergée par le Fonds international de développement agricole (FIDA), fournit un appui technique aux gouvernements pour la gestion des risques agricoles ([www.p4arm.org](http://www.p4arm.org)). Le secrétariat de la plateforme PARM agit sur le continent africain dans le cadre d'un partenariat stratégique avec l'Agence du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) mis en place par l'Union africaine. En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence s'emploie à mettre en place depuis 2011 une initiative intitulée "Gestion des risques agricoles et de l'insécurité alimentaire" (AFIRM) pour aider les pays africains à intégrer la gestion des risques agricoles et de l'insécurité alimentaire dans la mise en œuvre de leur Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) (Antonaci *et al.*, 2013).

La gestion des risques agricoles peut apporter une contribution considérable à l'amélioration de la résilience des ménages ruraux pauvres en renforçant leur capacité à supporter les risques et à s'y adapter. L'initiative PARM est une plateforme mondiale qui s'appuie sur les programmes et savoirs existants, notamment ceux de la Banque mondiale (qui a déjà établi des rapports sur "l'évaluation des risques dans le secteur agricole" pour plusieurs pays), de la FAO, du Programme alimentaire mondial (PAM), d'organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé. Les activités de la plateforme PARM visent à faciliter la mise au point d'outils et de savoirs en matière de gestion des risques agricoles en créant des synergies et des complémentarités entre les différents partenaires et les parties prenantes. C'est précisément le cas des études d'évaluation des risques qui font l'objet du présent mandat, qui doivent nécessairement s'appuyer sur des rapports et statistiques déjà établis par d'autres organisations et partenaires.

Le processus de la plateforme PARM dans un pays donné se déroule en cinq phases: mise en place des activités, évaluation des risques, concertation sur les politiques publiques, suivi et mise en œuvre. La première étape importante de ce processus consiste à évaluer les risques agricoles dans l'optique d'une vision à long terme et une approche holistique (OCDE, 2010). Il est en effet essentiel de commencer par évaluer les risques afin de cerner les problèmes avant de rechercher les solutions possibles, qui se dessineront par la suite sous forme d'outils de gestion des risques à analyser et évaluer. La phase d'évaluation des risques repose sur une étude qui est ensuite débattue dans le cadre d'un atelier national réunissant les parties prenantes. À partir des résultats de cette étude et de ce débat, la concertation sur les politiques publiques permet de recenser les principales priorités en matière de gestion des risques agricoles afin de les inscrire dans une feuille de route; celle-ci comprend notamment l'appui au renforcement des capacités afin de sensibiliser davantage les parties prenantes locales, d'étoffer leurs savoirs en ce qui concerne la gestion des risques agricoles et de renforcer leur aptitude à gérer et conduire des réformes institutionnelles appropriées dans les pays et les régions. Les outils de gestion des risques agricoles recensés font l'objet de différentes études de faisabilité et d'une concertation, deux aspects qui ne relèvent pas du présent mandat. L'objectif ultime de l'ensemble du processus est de faciliter l'intégration d'une stratégie globale de gestion des risques dans les documents d'orientation et plans d'investissement agricole nationaux et sa mise en œuvre en faisant correspondre l'offre et la demande d'outils de gestion des risques adaptés aux agriculteurs, aux intervenants sur les marchés et aux pouvoirs publics.

L'étude d'évaluation des risques devrait s'avérer utile au-delà du processus de la PARM mené dans le cadre du NEPAD. Dans chaque pays, le document qui en résultera devrait pouvoir servir de guide auquel se référer pour

les pouvoirs publics, l'ensemble des parties prenantes, les donateurs, les prestataires de services et les organisations internationales qui s'emploient à résoudre les problèmes de gestion des risques agricoles. Dans la mesure du possible, les études menées dans chaque pays suivront la même méthodologie et auront des indicateurs communs, afin que des comparaisons entre pays soient possibles.

### **PARM au Niger**

Faisant suite à une mission conjointe PARM-NEPAR au cours du mois de Décembre 2014 il a été convenu avec les représentants de l'HC3N que un aspect qui mérite d'être renforcé dans le PAGRA (Plan d'Action pour la Gestion des Risques Agricoles), c'est le lien direct avec les petits producteurs qui souvent ne bénéficient pas directement des investissements dans les grands projets d'infrastructures, ou ne peuvent que difficilement bénéficier des mesures d'accompagnement mises en place dans ce cadre (renforcement de capacités, accès durable au crédit...). Pour combler ce gap, il est proposé de développer une cartographie des initiatives en cours dans le domaine de la gestion des risques agricoles au Niger, en partant des informations déjà collectées par le HC3N. Cette cartographie servira à mieux coordonner et identifier les créneaux pour toutes les contributions futures en appui au PAGRA.

Les axes suivants ont été identifiés comme potentielle contribution du PARM au Plan d'investissement national 2016-2020 et seront focalisés sur les petits producteurs qui constituent en réalité, la majorité des acteurs du monde rural: la microfinance et l'accès au crédit; le fonctionnement des marchés nationaux et régionaux et l'accès aux marchés; et les systèmes d'information.

Dans le cas spécifique du Niger l'analyse des risques agricoles a été déjà partiellement couverte par l'étude de la Banque Mondiale (2013). Alors, l'étude PARM d'évaluation des risques au Niger sera complémentaire, et le principal résultat attendu est un inventaire des outils et initiatives de gestion des risques agricoles existants (partie 2 du plan d'étude PARM d'évaluations des risques, voir Annexe 1). Les trois domaines qui ont été identifiés seront l'objet d'une analyse plus approfondi des outils existants: accès aux services financiers (crédits et épargnes), accès aux marchés et à l'information. La cible et bénéficiaires des outils analysé dans cette étude sont représentés par les petits producteurs agricoles et le Gouvernement.

### **Objet de l'étude**

***L'étude d'évaluation des risques en général vise à établir un inventaire et une évaluation détaillés des risques agricoles dans le pays au cours des trente dernières années et dans un avenir prévisible, et à proposer des informations concernant leur probabilité et leurs effets sur l'économie et l'agriculture, ainsi que leurs incidences sur les moyens de subsistance des producteurs ruraux. L'étude d'évaluation des risques doit être conduite de manière rigoureuse et globale afin de faire en sorte qu'elle constitue un outil de référence utile à toutes les parties prenantes pour recenser et hiérarchiser les principaux risques agricoles ainsi que les carences et les besoins dans ce domaine.***

***Dans le cas spécifique du Niger, l'objet de l'étude vise surtout à élaborer un inventaire des outils et initiatives de gestion des risques agricoles existants, avec une étude plus approfondie de trois domaines sélectionnés: accès aux services financiers (crédits et épargnes), accès aux marchés et à l'information.***

L'étude d'évaluation des risques poursuit cinq principaux objectifs: informer sur les principaux facteurs de risques et sur la probabilité de leur occurrence; analyser leurs répercussions sur l'économie et l'agriculture; identifier et évaluer les outils et moyens d'action existants en matière de gestion des risques agricoles; déterminer les principaux manques et besoins dans ce domaine; et fournir des orientations pour la hiérarchisation des risques agricoles et les outils de gestion à mettre en place. Le champ d'étude est déterminé par l'ensemble des définitions ci-après, qui lui sont applicables.

Les principaux résultats de l'étude d'évaluation des risques agricoles sont discutés et validés au cours d'un atelier national réunissant les parties prenantes, qui débouchent sur une concertation portant sur les politiques publiques. Cette étude doit tirer parti des méthodologies mises au point dans d'autres études d'évaluation du risque, telles celles de l'OCDE (2011 et 2014) et de la Banque mondiale (2013), ainsi que dans les études d'évaluation de la vulnérabilité entreprises par plusieurs institutions des Nations Unies et ONG, dont le PAM, la FAO et OXFAM. Elle utilise comme point de départ tout rapport d'évaluation des risques agricoles disponible au sein du pays.

**Résultat attendus par l'étude et plan d'étude****1. Un rapport sur les initiatives existant en matière de gestion des risques agricole au Niger avec trois domaines plus approfondies, suivant le plan suivant:**

0. Inventaire générale des instruments de gestion de risques aux Niger et son utilité pour gérer les risques des petits producteurs et du Gouvernement.

1. La Microfinance. Les aspects relatifs à l'accès aux services financiers des petits producteurs ne sont pas assez développés, et mériteraient d'être inclus dans le prochain Plan National d'Investissement. Il est proposé d'effectuer une évaluation du système national de micro finance avec un accent particulier sur l'accès au crédit et les risques y afférents, et sur les outils d'épargne. Cette étude pourrait inclure l'amélioration du système de warrantage ainsi que d'autres initiatives pour élargir le développement de la microfinance au Niger.

2. Le fonctionnement des marchés nationaux et régionaux, et leurs accès aux petits producteurs. Le bon fonctionnement des marchés agricoles et l'intégration aux marchés régionaux doit être un facteur de stabilité et d'ouverture à de nouvelles opportunités d'amélioration des revenus des petits producteurs sans compromettre leur sécurité alimentaire. Compte tenu de la saisonnalité des prix des produits agricoles, des éléments importants à analyser incluent la volatilité des prix, les opportunités de stockage et de financement liée à la proximité des institutions et l'offre des services de microfinance, les politiques commerciales concertées entre le Niger et les pays voisins (Nigéria, Bénin, Burkina, Mali, etc.).

3. Les systèmes d'information sur les marchés, sur la production agricole, les aspects climatiques et la vulnérabilité des ménages constituent un élément indispensable pour le développement des outils de gestion des risques agricoles, y compris les outils financiers comme par exemple les assurances. Un système d'information intégré et harmonisé peut également être utile pour une mise en cohérence des interventions d'urgence et des stratégies de développement. Des informations basées sur l'évidence, consensuelles et utilisées par tous pour alimenter la prise de décision pourraient permettre non seulement au Gouvernement mais aussi aux institutions du secteur privé et aux ONGs, de développer des mécanismes et outils de gestion des risques de manière systémique, cohérente et coordonnée, susceptibles de favoriser une amélioration durable de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire.

**2. Présentation et discussion des résultats de l'étude dans l'atelier d'évaluation des risques aux Niger qui aura lieu le (date à définir) Juin 2015.****Champ d'étude**

**Inventaire des initiatives existantes en matière de gestion des risques agricoles, avec une étude approfondie dans les domaines suivantes: accès aux services financiers (crédits et épargnes), accès aux marchés et l'accès et utilisation des systèmes d'information par les petits producteurs agricoles.**

L'inventaire des initiatives et outils de gestion des risques consiste à recenser, à décrire et à analyser les politiques gouvernementales, initiatives financées par les donateurs, instruments du marché, dispositifs communautaires et stratégies des ménages agricoles les plus importants, qui ont des répercussions majeures sur la mise en place de la gestion des risques concernant les pouvoirs publics ou les producteurs. Il faut étudier, présenter et analyser la portée de ces initiatives, leurs parties-prenantes, leurs ressources financières et leur mise en œuvre. L'analyse doit s'attacher à faire correspondre les initiatives existantes et les risques et secteurs pour lesquels ces initiatives fournissent des solutions de gestion des risques. Elle traite également des éventuelles interactions entre ces différents outils - comment ils se renforcent mutuellement ou entrent en concurrence- ainsi que des lacunes institutionnelles et politiques. L'étude vise aussi à examiner les initiatives en cours ainsi que contribuer à l'analyse finale de la vulnérabilité et sa distribution géographique.

*Inventaire générale*

L'inventaire recense les expériences, les projets en cours, les mécanismes de coordination et les études portant sur les instruments de gestion des risques agricoles. Ces instruments comprennent les stratégies locales des ménages ou des communautés, les outils de marché permettant de transférer les risques et les politiques gouvernementales, et sont axés sur la réduction des risques, leur atténuation, ou les moyens d'y faire face (tableau 2). Les politiques gouvernementales peuvent également avoir vocation à étayer les outils de marché ou les stratégies locales. Citons les exemples suivants: adoption de nouvelles techniques, gestion des risques de catastrophe, filets de sécurité (à la fois en direction des producteurs et des consommateurs), systèmes d'assurance et produits financiers, y compris ceux proposés par des institutions de microfinance; gestion des risques de marché et des risques commerciaux (par exemple systèmes de récépissés d'entrepôt, bourses de marchandises, systèmes d'information sur les marchés et agriculture sous contrat; gestion des stocks de céréales et politiques commerciales; et toute autre stratégie de gestion des risques. Si la liste des initiatives existantes est trop longue pour un seul rapport, il faut présenter la liste complète des initiatives et restreindre l'analyse à une sélection d'outils, en retenant ceux dont l'utilisation est la plus répandue ou le volume financier est le plus élevé, ceux qui sont le plus susceptibles de répondre aux principaux risques présents dans le pays ainsi que ceux qui présentent le plus fort potentiel d'innovation (Banque mondiale, 2005). L'évaluation peut éventuellement porter sur des aspects politiques et économiques permettant de mieux cerner les mesures existantes et la mise en place des nouveaux outils de gestion des risques agricoles envisageables.

Pour chaque initiative ou outil, le rapport doit:

- Fournir les informations utiles concernant notamment le type d'entité responsable de chaque programme ou projet de gestion des risques (entité publique ou privée, coopératives, ONG), sa portée, les principaux obstacles (concernant l'accès des petits paysans aux outils), etc.
- Effectuer un examen et une évaluation de la performance des outils existants, des mécanismes de coordination, de la réglementation, des cadres juridiques, des programmes et des politiques en place;
- Diagnostiquer les lacunes institutionnelles et politiques et définir une stratégie/des orientations pour y remédier et répondre aux besoins diversifiés du monde rural et de la chaîne de valeur.

**Tableau 2. Outils et instruments stratégiques de gestion des risques**

	Stratégies locales	Outils agissant sur les marchés	Politiques publiques
Information	Systèmes d'information sur les conditions météorologiques, la production, les rendements, les prix, dynamiques des marchés, employment, revenus, les ravageurs et les maladies		
Réduction et atténuation des risques	Choix technologique Diversification de la production Métayage Installations communes et solidaires de stockage et autres mécanismes de coordination à assise communautaire pour le partage des risques	Formation à la gestion des risques Bourses de marchandises (contrats à terme, contrats d'options, etc.) Assurance Intégration verticale Contrats de production ou de commercialisation Échelonnement des ventes et récépissés d'entrepôt Diversification des investissements financiers Travail hors-exploitation	Politiques macroéconomiques Cadre juridique Prévention des catastrophes (maîtrise des crues) Prévention des maladies animales Systèmes National d'alerte rapide Plateformes de coordination de la gestion des risques agricoles Politiques relatives au marché et aux échanges à l'échelle régionale Lissage des revenus par le système d'imposition Programmes contra cycliques Mesures frontalières et autres contrôles des échanges commerciaux (par ex. en cas d'épidémie)
Adaptation au risque	Emprunts auprès des voisins, de la famille (associations)	Vente d'actifs financiers Épargne/emprunts auprès des banques et des établissements	Secours en cas de catastrophe Aide sociale, protection social, filet sociaux,

d'épargne et de crédit renouvelable...)	de microfinance	Programmes d'aide à l'agriculture
Solidarité intra-communautaire	Revenus/travail extra-agricoles, diversification, alternatives, conditions de vie	Stocks d'urgence
Microcrédits		
Vente d'actifs		

### **Accès aux services financiers**

- Inventaire des institutions actives dans les secteurs financier (Banques, Microfinance, Instituts d'Epargne, micro-crédit...) au niveau national, district et communautaires au bénéfice des producteurs agricoles
- Description des outils proposés par les institutions financiers au bénéfice des petits producteurs (warrantage, crédits, bénéfice fiscaux pour coopératives...)
- Inventaire des initiatives en cours visant à faciliter l'accès des petits producteurs aux services financiers (warrantage, crédits, bénéfices fiscaux pour coopératives...)
- Analyse de l'efficacité des outils existants (points forts et faibles) pour développer une finance inclusive
- Identification et analyse des lacunes sur le plan des politiques publiques
- Proposition pour l'amélioration du system financier (et des outils existants) existant au bénéfice des petits producteurs agricoles

### **Accès aux marchés**

- Analyse de le structure des marchés agricoles principaux au niveau communautaire, district, national e régional
- Analyse des mouvements de productions agricoles des bassins de productions aux marchés finaux (communautaire, district, national e régional)
- Analyse des politiques commerciales des Pays dans la région, les accords commerciaux existants et les mesure ad hoc pris par les gouvernements dans des situations spécifiques.
- Etude de l'incidence sur les prix des intermédiaires commerciaux
- Recherche statistique des imports/exports des principaux produits agricoles des derniers 10 années
- Examen de l'accès aux marchés (communautaire, district, national e régional) des petits producteurs agricoles
- Description des outils/initiatives en cours visant à faciliter l'accès aux marchés (communautaire, district, national e régional) des petits producteurs agricoles
- Analyse de l'efficacité des outils/initiatives existants
- Identification et analyse des lacunes sur le plan des politiques publiques visant à faciliter l'accès aux marchés (communautaire, district, national e régional) des petits producteurs agricoles
- Identification et analyse des lacunes sur le plan des politiques publiques visant à la stabilité des prix des principaux produits agricoles
- Proposition pour l'amélioration des outils/initiatives/politiques existant

### **Accès à l'information**

- Analyse des données (et qualité) relatives au secteur agricoles existantes: météo (pluie, T...), images satellitaires, productions/productivités, prix, phytopathologies, maladies animales, politiques...
- Etude des mécanismes de diffusion de l'information au niveau communautaire, district, national e régional
- Inventaire des institutions publiques et privés en charge de la collecte, analyse et diffusion de l'information
- Identification des gaps en termes de disponibilités des données et information
- Identification des gaps en termes de accès des données et information, en particulière pour le petit producteurs.
- Proposition d'amélioration des outils de collecte, analyse et diffusion de l'information

### Principales sources

- Examen de toutes les sources de données statistiques (y compris les séries chronologiques) se rapportent aux risques agricoles.
- Rapports et informations émanant des pouvoirs publics sur les politiques existantes et leur mise en œuvre
- Rapports et informations émanant des organisations internationales, des ONG et des centres de recherche sur la performance des outils de gestion des risques agricoles existants
- Travaux portant sur les stratégies de résilience dans le pays déjà effectués
- Entretiens avec des hauts fonctionnaires, des experts et des parties prenantes
- Entretiens avec groupements de producteurs, coopératives et acteurs actifs dans le secteur agricole (transporteurs, commerçants...)

### Méthodologie

La méthodologie suivie consiste principalement à examiner les rapports et informations existants afin d'évaluer les mesures prises par les pouvoirs publics. Les analyses déjà effectuées doivent également être présentées.

Les tâches que recouvre cette composante peuvent être confiées à un expert ou à une équipe; elles peuvent également être scindées. Par exemple, il est possible de charger aux différents experts ou équipes du pays de réaliser les différents éléments du plan d'étude. Tous les résultats doivent être mis en commun et discutés dans le cadre de l'atelier et du processus de concertation.

Le ou les auteurs du rapport le présentent au cours de l'atelier national réunissant les parties prenantes organisé afin d'établir des priorités, et ils apportent les modifications nécessaires pour prendre en considération les vues exprimées par les parties prenantes durant cet atelier.

Quoi qu'il en soit, le rapport final doit mentionner des recommandations sur les mesures à envisager ou les priorités à retenir pour améliorer la gestion des risques agricoles et les outils correspondants, mettre en œuvre des activités spécifiques de renforcement des capacités ou mettre au point des outils d'information.

La durée estimée de cette étude est de maximum 40 jours ouvrables. Les reporters sont également censés restituer les résultats préliminaires/finaux de l'étude lors de l'organisation de l'atelier national appuyé par le PARM.

### Références

- Antonaci, L., Demeke, M. et Sow, M. (2013), Integrating Risk Management Tools and Policies into CAADP: Options and Challenges, note d'orientation, NEPAD, UE/FAO. [http://www.nepad.org/system/files/Risk%20Management%20Brief\\_final%20May%202013.pdf](http://www.nepad.org/system/files/Risk%20Management%20Brief_final%20May%202013.pdf)
- Cuddy, J. D. A. et Della Valle, P. A. (1978): "Measuring the Instability of Time Series Data", *Bulletin of Economics and Statistics*, Oxford, vol. 40, n° 1, pp. 79-85, février 1978.
- ISO (2009a): "Management du risque – Vocabulaire", ISO Guide 73, Organisation internationale de la normalisation, Genève.
- ISO (2009b): "Management du risque – Principes et lignes directrices", ISO 31000, Organisation internationale de la normalisation, Genève.
- ISO/CEI (2009): "Gestion des risques: Techniques d'évaluation des risques", ISO/CEI 31010, Organisation internationale de la normalisation et Commission électrotechnique internationale, Genève.
- OCDE (2010), Gestion des risques dans l'agriculture: une approche holistique, éditions OCDE. <http://www.oecd.org/fr/publications/gestion-des-risques-dans-l-agriculture-9789264075337-fr.htm>
- OCDE (2011), Gestion des risques en agriculture: évaluation et conception des politiques, éditions OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264174795-fr>
- OCDE (2014): Transitory Food Insecurity in Indonesia. [TAD/CA/APM/WP(2014)14/FINAL], à paraître.
- Banque mondiale (2005). "Managing Agricultural Production Risk. Innovations in Developing Countries", Département de l'agriculture et du développement rural, Banque mondiale, Washington D.C.
- Banque mondiale (2013): Agricultural Sector Risk Assessment in Niger: Moving from Crisis Response to Long-Term Risk Management. Technical Assistance Report Number: 74322-NE. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/13260/743220ESWOP12900Box374318800PUBLIC0.pdf?sequence=1>

**Annex 1. Plan d'étude PARM sur les évaluations des risques.**

- I. Première partie
  0. Introduction: contexte du pays
  1. Identification des risques agricoles: le profil de risque du pays
  2. Inventaire des outils et mesures de gestion des risques agricoles existants
- II. Deuxième partie
  3. Analyse des risques: quantification systématique des incidences et probabilités
  4. Hiérarchisation des risques et des outils de gestion des risques agricoles
  5. Sources et méthodologie